

Ivry/Seine, le 6 février 2018

Résorption des bidonvilles : Ivry accueille positivement et avec vigilance l'instruction du gouvernement

Le gouvernement a publié le 30 janvier une instruction « visant à donner une nouvelle impulsion à la résorption des campements illicites et des bidonvilles » qui traduit une nouvelle orientation politique de l'Etat concernant la question des bidonvilles.

Portée par 8 ministères et dont le suivi sera assuré par la Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement (DIHAL), cette instruction traduit des objectifs dans les cinq prochaines années de « résorption durable » des bidonvilles, terme enfin employé par les autorités françaises. Cette nouvelle stratégie s'appuie sur un accompagnement des personnes vers la sortie des sites occupés, en alliant dispositifs d'insertion et prévention de nouvelles installations.

Elle appelle également les préfets à mettre en place des stratégies territoriales adaptées aux situations locales.

Lors de la première conférence régionale sur « les campements illicites Roms en Ile-de-France », la Ville d'Ivry-sur-Seine et huit autres collectivités (Aubervilliers, La Courneuve, Montreuil, Plaine-Commune, Saint-Denis, Stains, le Conseil Départemental du Val de Marne, Champs sur Marne) avaient rédigé six propositions allant dans le sens de la mise en place d'une politique globale et

coordonnée par l'Etat associant l'ensemble des acteurs qui agissent sur cette question : collectivités, Etat, représentants de la société civile.

La ville d'Ivry-sur-Seine a par ailleurs mis en place depuis l'évacuation du bidonville Truillot en 2014 une politique ambitieuse de résorption des bidonvilles sur son territoire dont les effets positifs sont très satisfaisants.

C'est donc avec satisfaction que j'accueille cette nouvelle instruction qui s'appuie explicitement sur l'exemple de collectivités engagées – dont Ivry fait indéniablement partie – ainsi que sur la mobilisation d'associations de terrain.

Je resterai néanmoins vigilant, avec l'ensemble des acteurs engagés, à ce que cette nouvelle orientation soit accompagnée de moyens financiers à la hauteur des enjeux. D'autre part, elle doit s'accompagner d'une impulsion politique suffisante, porteuse de conséquences concrètes s'appliquant de manière inconditionnelle à l'ensemble des personnes concernées et rompant avec des années d'expulsions et de non-respect du droit à la domiciliation et à la scolarisation des enfants.

Enfin, la ville d'Ivry-sur-Seine est prête à partager son action et son expérience locale en matière de résorption des bidonvilles et d'accompagnement vers le droit commun des personnes Roms issues de l'immigration Est-Européenne.

Philippe Bouyssou
Maire d'Ivry-sur-Seine

Contact presse : Julien Pontes, Directeur de cabinet - 01 49 60 24 23
www.Ivry94.fr www.facebook.com/ivry94 www.twitter.com/mairieivry